

La Poste

Doris Leuthard exige toute la lumière sur le scandale CarPostal

L'affaire gagne le Conseil fédéral. Alors que certains élus demandent la tête de Susanne Ruoff, les présidents de partis tempèrent

Florent Quiquerez Berne

«Je suis déçue de ce qui s'est passé. J'attends une clarification totale.» Doris Leuthard est sortie de sa réserve sur l'affaire des 78 millions de francs de subventions indûment perçues par CarPostal. Ministre de tutelle du géant jaune, la conseillère fédérale PDC rappelle que les entreprises liées à la Confédération doivent servir de modèle lorsqu'il s'agit d'argent public, «pour le bien des contribuables et de leurs clients».

Cette prise de position montre bien que la tension politique, déjà pesante, est encore montée d'un cran. Dans son édition de jeudi, le *Blick* révélait que la direction de La Poste et son conseil d'administration avaient été avertis d'astuces comptables. Et ce à deux reprises (*lire ci-dessous*). Voilà qui tranche avec les explications fournies par la patronne de La Poste mardi.

Susanne Ruoff se justifie

Sous pression comme jamais, Susanne Ruoff tient sa ligne. «J'ai pris connaissance pour la première fois en novembre 2017 des accusations de l'Office fédéral des transports, réagit-elle par écrit. Ce sont des clarifications internes effectuées avec le soutien d'experts externes qui ont montré que des écritures comptables illégales effectuées chez CarPostal étaient en infraction avec le droit en vigueur.» Et le géant jaune de préciser que les documents confidentiels publiés par le *Blick* ne font pas état de transferts illégaux. Au contraire, ils montrent que La Poste ne voyait pas la nécessité d'agir.

Ces explications ne suffisent pas à calmer certains politiciens, de gauche comme de droite, qui appellent déjà à sa démission. «Je crois qu'elle ne peut plus conserver son poste», tacle Roger Nordmann (PS/VD). Pour Ulrich Gie-



Ministre de tutelle de La Poste, la conseillère fédérale PDC Doris Leuthard attend du géant jaune «une clarification totale» de l'affaire des 78 millions de francs de subventions perçues indûment par CarPostal. KEYSTONE/MARCEL BIERI

Des irrégularités avaient été signalées dès 2013

● La direction de La Poste avait connaissance des irrégularités comptables pratiquées par CarPostal depuis 2013 déjà. C'est ce qui ressort de deux notes divulguées jeudi par le *Blick*. Dans la première, datée d'août 2013, des réviseurs internes signalent au président du conseil d'administration de l'époque et à Susanne Ruoff, notamment, des transferts de coûts effectués à la charge du transport subventionné. Les bénéfices réalisés pas CarPostal ont été enregistrés dans une autre rubrique. Une pratique qui a permis à la filiale de maintenir le niveau des indemnités publiques. La direction de CarPostal ne voyait aucune autre

option «compte tenu des objectifs de rentabilité qui lui ont été fixés. On cherche une solution avec la direction du groupe», est-il écrit dans le document confidentiel. Lequel rapporte que le conseil d'administration ne jugeait pas nécessaire d'intervenir.

La seconde note, datée de décembre 2017, montre que le directeur de CarPostal avait attiré l'attention depuis 2013 au moins sur le conflit d'intérêts «fondamental» au sein de la filiale, soumise d'un côté à des objectifs de bénéfice par La Poste, et de l'autre à l'interdiction de réaliser un gain dans le domaine du transport régional de voyageurs. **G.S.**

zendanner (UDC/AG), si ces accusations sont vraies, Susanne Ruoff doit être suspendue. «Il y a des conséquences personnelles à tirer», ajoute Thierry Burkart (PLR/AG).

«Management erroné»

Dans cette surenchère, les présidents de partis surprennent par leur retenue. «J'attends une transparence totale, dit Gerhard Pfister, président du PDC. La direction et son conseil d'administration doivent s'expliquer devant le parlement. Le discours de Susanne Ruoff a évolué. Mais il est trop tôt pour réclamer sa tête.» Le PDC est-il bienveillant envers La Poste car Urs Schwaller, lui-même démocrate-chrétien, préside le conseil d'administration? «Je ne prends d'égard pour personne, répond Gerhard Pfister. L'affaire est grave, mais il faut laisser l'enquête suivre son cours.»

Alors qu'elle ne fait d'habitude guère dans la demi-mesure, l'UDC

tient un discours étonnamment consensuel. Son président, Albert Rösti, salue le fait que les commissions des transports et de gestion aient décidé de se pencher sur l'affaire. «J'attends de Susanne Ruoff qu'elle dise clairement ce qu'elle savait. C'est sur cette base que le conseil d'administration devra décider si, pour les besoins de l'enquête, elle doit être suspendue. Momentanément», précise-t-il.

Christian Levrat, le paron du Parti socialiste, met le doigt sur un autre élément. «Qu'est-ce qui permet ou favorise de tels agissements? Elle est là, la vraie question. Cette affaire montre le management erroné de La Poste. Les cadres du service public doivent arrêter de se prendre pour des managers du privé. Il faut un profond changement de culture d'entreprise. Je compte sur Urs Schwaller pour le faire. Susanne Ruoff fait-elle partie du problème ou de la solution, c'est à lui de trancher.»